



**Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail  
des services déconcentrés de la Police Nationale du  
département de l'Indre.**

Châteauroux, le 9 Décembre 2020

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

Mesdames et Messieurs les représentants de l'administration,

Mesdames et Messieurs,

Cher (e) collègues,

Nous tenons dans un premier temps à remercier monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Indre et madame Magalie Bouquin pour l'organisation de dépistages de la COVID 19 au sein du service.

Dans un second temps, nous nous inquiétons pour le moral et la santé mentale de nos collègues de Châteauroux.

En effet, ces derniers se sentent peu soutenus par leur administration de tutelle. Nos collègues qui, depuis le début de l'année, ont participé au péril de leur santé à l'application stricte des mesures sanitaires dues au confinement se trouvent maintenant confrontés à une violence qui ne cesse de progresser, avec entre autres, pour exemple, le jet de mortier dirigé sur un véhicule de la Bac qui n'avait qu'un but : se faire du flic !.

Au niveau de la Sûreté Urbaine, il y a urgence, les dossiers s'empilent et nous sommes contraints de prioriser le traitement de ces derniers. Le fait de devoir faire un choix pèse sur le moral de nos collègues.

La charge mentale est trop importante et les enquêteurs craignent d'être projetés sur le devant de la scène en cas de fait médiatisé par un avocat ou autre. Alors que le seul coupable est notre administration qui ne nous octroie aucun moyen humain en renfort malgré une baisse constante d'effectifs.

Et que dire de la situation du S.D.R.T qui n'a d'ailleurs trouvé aucune solution qui permettrait à nos collègues de travailler sereinement.

Aujourd'hui, nous voilà réunis pour participer à un CHSCT de la Police Nationale pendant lequel nous constatons, une nouvelle fois, l'absence de la médecine de prévention, médecine de prévention dite obligatoire pour les agents mais qui est la grande absente à la DDSP 36. Quid de nos collègues n'ont pu effectuer leur visite médicale, pourtant obligatoire pour exercer leur profession.

La colère et un sentiment de rancœur montent dans nos rangs d'autant que les propos de notre président de la république ne sont pas rassurants et porte l'opprobre dans les rangs de la police nationale car nous attendons autre chose de la part de notre président !

Oui à la confiance à accorder aux policiers,

Oui aux moyens à accorder aux policiers,

Oui à un renfort d'effectif !

***UNITE SGP POLICE, FSMI demande de réelles perspectives pour le métier de policier et la sécurité des citoyens Castelroussins.***

***Seuls des moyens à la hauteur et des orientations nationales claires permettront à la Police d'assurer une meilleure sécurité garante des libertés de nos concitoyens !***

Merci pour votre écoute.

La FSMI-FO demande que cette déclaration soit annexée au Procès-Verbal.

Les membres du CHS-CT

FSMI-FO